

Rencontre avec Jean MARSIA, Président-Fondateur de la Société européenne de défense (S€D)

# « Relancer l'Europe politique et l'Europe de la défense »

Agefi Luxembourg : Depuis septembre 2015, chaque mois, vous nous faites bénéficier de votre expérience de la défense européenne, avec des chiffres précis et inédits, et deux convictions profondes : la défense doit être européenne et pour ce faire, il faut créer les États-Unis d'Europe. Quel a été votre parcours pour en arriver là ?

Jean Marsia : Je suis entré à l'École royale militaire (ERM) de Bruxelles, faculté des sciences sociales et militaires, en 1971, puis j'ai servi dans la logistique de la Force terrestre. J'ai introduit l'informatique dans la gestion d'un arsenal, puis j'ai été responsable de la maintenance des missiles nucléaires tactiques. En 1984, j'ai décroché un deuxième master, en sciences administratives et en 1988, le brevet d'administrateur militaire.

J'ai exercé diverses fonctions dans l'état-major de Défense, puis je me suis spécialisé dans les marchés publics. En 1994, je suis devenu conseiller du commandant de l'ERM, en 1998, conseiller du ministre de la Région bruxelloise Hervé Hasquin et en 1999, conseiller du ministre de la Défense André Flahaut avec lequel j'ai notamment contribué au développement de l'avion de transport militaire A400M et à la mise en place de la formation franco-belge des pilotes militaires. Il m'a nommé colonel et, le 1<sup>er</sup> juillet 2003, directeur de l'enseignement académique de l'ERM, pour l'adapter aux Espaces européens de l'enseignement supérieur et de la recherche, à la politique européenne de sécurité et de défense et aux échanges Erasmus. Les programmes de licences et de master ont été accrédités par la Commission française des titres d'ingénieur en 2009.

Retraité le 31 décembre 2009, j'ai entamé une thèse conjointe de doctorat, en sciences politiques à l'Université libre de Bruxelles et en sciences sociales et militaires à l'ERM. En 2013 et 2014, j'ai été conseiller défense du Premier ministre Elio Di Rupo, ce qui m'a permis d'assister en décembre 2013 au Conseil européen et en septembre 2014 au Conseil atlantique, au niveau des chefs d'États et de gouvernement. La soutenance publique de ma thèse a eu lieu le 7 septembre 2015, en novembre, elle était publiée.

Agefi : Vous êtes depuis 2015 le fondateur de la Société européenne de défense AISBL. Pourquoi avez-vous fondé l'association internationale S€D ?

Jean Marsia : Au cours de mes 40 années de carrière militaire et de mes fonctions dans les cabinets ministériels, j'ai acquis la conviction que les tentatives de construire l'Europe de la défense par des coopérations interarmées ou interétatiques ne sont pas pérennes, car la convergence des volontés qui les ont mises en place ne dure pas : les pilotes de chasse belges sont aujourd'hui formés aux États-Unis d'Amérique, plus en France. Ma thèse de doctorat a décrit ce problème, exposé les quatre solutions théoriquement possibles et montré pourquoi seule une Europe fédérale peut réaliser une unité de commandement politico-militaire européenne, car celle de l'OTAN se trouve à Washington et non à Bruxelles.

J'ai été très agréablement surpris après ma soutenance de thèse : des auditeurs sont venus me proposer de nous associer pour aboutir à l'unité de commandement politico-militaire souhaitable pour l'Europe. Ce contexte européen a conduit les 14 fondateurs vers le statut d'association internationale sans but lucratif (AISBL) de droit belge. La personnalité juridique a été conférée à l'AISBL par arrêté royal du 25 mars 2016. Nous étions alors 32 membres. Fin avril 2020, nous étions 120, issus de 11 pays européens, lorsqu'une vingtaine de Français ont demandé à nous rejoindre et à fonder une section française, la S€D-France, ce que le conseil d'administration de la S€D a accepté le 26 mai. Lorsque l'évolution de la pandémie le permettra, j'organiserai une assemblée générale de la S€D-France pour élire et installer ses organes dirigeants.

Agefi : Quel est le but de la S€D ?

Jean Marsia : La S€D a pour but de relancer l'Europe politique et l'Europe de la défense, afin que les nouvelles générations d'Européens bénéficient elles aussi de la paix qui prévaut depuis 1945.

Agefi : Comment envisagez-vous de faire redémarrer l'Union l'européenne aujourd'hui ?

Jean Marsia : L'Union européenne souffre d'un grave manque de démocratie et elle est très inefficace, particulièrement en temps de crise. Nous n'allons donc pas gaspiller notre énergie à tenter de la faire redémarrer, ni à 27, ni à 19, en se limitant à la zone euro. C'est peine perdue. Ma thèse établit que seule la structure fédérale applique le principe de subsidiarité, selon lequel chaque problème politique est réglé à l'échelon pertinent, l'autorité supérieure n'intervenant que si elle se révèle plus efficace.

Agefi : Que signifie au juste fédéral ? C'est un terme ambigu en France, en Belgique ...

Jean Marsia : En France, «fédéral» peut référer aux Girondins, aux principes de Proudhon, Littré, Le Fur et Scelle, ou encore aux fédérés de la Commune de Paris, mais aussi, dans les années 1950, à «La Fédération», un mouvement monarchiste, proche du Parti social français, de la Cagoule, des pétainistes et du patronat catholique. Elle diffusait les idées de la révolution conservatrice des années 1930 et de la Révolution nationale du régime de Vichy sous l'étiquette de fédéralisme philosophique ou intégral, d'inspiration chrétienne et anticommuniste.

Au Congrès de l'Europe, à La Haye, en 1948, cinq types de fédéralistes se sont affrontés. Les fédéralistes intégraux, avec les technocrates inspirés par Monnet, voulaient écartier le plus possible les peuples des prises de décision et confier le pouvoir aux élites économiques, syndicales et intellectuelles, par rejet de la démocratie et du suffrage universel. Ils réduisaient la politique à l'application par des institutions supranationales des règles fixées par les traités qui les fondent, ou établies par elles-mêmes. Les démocrates, menés par Spinelli, disaient vouloir une constitution de type américain ou suisse. Les professionnels de la politique prônaient le parlementarisme. Les intergouvernementalistes étaient conduits par Churchill, qui n'envisageait plus à cette époque des États-Unis d'Europe, mais des comités intergouvernementaux ; il ne voulait pas de constitution, au motif que le Royaume-Uni n'en a pas.

Aucune de ces cinq tendances n'était donc fédéraliste au sens des *Federalist Papers*, ces contributions d'Alexander Hamilton, John Jay et James Madison à la Convention fédérale qui a rédigé la Constitution américaine adoptée en 1787. Elle a dissocié la source souveraine de l'autorité politique, le peuple, du pouvoir de faire les lois, donné à ses représentants, aux différents niveaux de pouvoirs puis 1848 et en Allemagne depuis 1949, mais aussi en Autriche, au Canada et en Australie notamment, que prône la S€D.

Agefi : En quoi votre nouveau livre *Une constitution fédérale pour les États-Unis d'Europe : Pourquoi et comment ?* Innove-t-il ?

Jean Marsia : Mon livre montre qu'une assemblée constituante pourrait rédiger et adopter la constitution des États-Unis d'Europe en une ou deux années. Les États-Unis d'Europe devraient éviter les travers de l'Union européenne grâce à un parlement pleinement investi des pouvoirs d'un législateur digne de ce nom : les institutions démocratiques sont nées en Europe lorsque le parlement britannique a acquis le droit de voter le budget de l'État et ainsi de contrôler la politique menée par le gouvernement. Procédons comme pour la suppression des frontières intérieures, mais en corrigeant l'erreur commise par le Benelux, précurseur de l'espace Schengen, en 1975 : il a décidé de confier aux États membres de la zone la garde des côtes et des frontières, au lieu d'instituer un corps fédéral de gardes-côtes et gardes-frontières, dépendant d'un gouvernement fédéral. C'est ce péché originel qui a conduit à la crise migratoire de 2015. Pour contrôler les frontières européennes à l'est et les côtes au sud, des forces armées et donc une autorité politique fédérales sont indispensables.

Pour arriver à cela, nous devons montrer à quelques États de petite taille, membres de l'UE, de l'OTAN et de la zone euro, quels bénéfices ils pourraient tirer de forces de sécurité et de défense européennes et ainsi les convaincre de se fédérer pour constituer l'unité de commandement politico-militaire, conformément au souhait d'une très large majorité des citoyens européens. Ils veulent la protection de nos familles, de nos entreprises, de nos intérêts, le rayonnement de nos valeurs et de notre civilisation. Mettre en place une défense européenne crédible et respectée nécessite une union politique de l'Europe, dans un cadre fédéral. Les États-Unis d'Europe souhaités par Victor Hugo notamment, sont possibles, en mandatant les parlementaires européens que nous avons élu le 26 mai 2019, pour rédiger et adopter une constitution et une loi fondamentale.

Cela permettrait à l'Europe d'affirmer son autonomie et son indépendance, d'envoyer un message politique d'union durable au reste du monde. Un chef de l'État des États-Unis d'Europe élu directement par le peuple incarnerait l'unité de commandement politico-militaire de façon légitime et nous donnerait l'unité d'analyse de la situation et de décision. Un ministre fédéral de la Défense inscrirait la fabrication, le transport, la vente et l'exportation d'armements dans un cadre structuré, cohérent. Il opposerait aux menaces une défense européenne dissuasive.

Agefi : Cela passe par un budget européen ?

Jean Marsia : Une armée fédérale européenne nécessite un budget de 1% du produit intérieur brut européen, ce qui correspond au budget chinois de la défense et aux 250 milliards € qui ont été dépensés en 2019 par les États membres de l'Union européenne au titre de la défense. Nous ne devons pas dépenser plus, comme le dit l'OTAN, mais dépenser mieux. Nous devrions générer 33% des capacités militaires des États-Unis d'Amérique, nos dépenses de défense étant le tiers des leurs, mais nous n'obtenons que 5 à 6%, faute d'unité de commandement.

Agefi : Quel est le rôle de la S€D pour obtenir les États-Unis d'Europe ?

Jean Marsia : Le rôle de la S€D est de susciter un mouvement d'opinion qui amène les responsables politiques, dans quelques petits États d'abord, à mettre enfin en place une Europe fédérale.

Agefi : Vous parlez d'Europe de la défense, est-ce à dire que l'UE n'est pas en sécurité ?

Jean Marsia : L'OTAN assure depuis 1949 la sécurité et la défense de l'Europe, mais c'est de plus en plus douteux, surtout depuis la présidence de M. Trump. Sans les moyens américains de renseignement, de télécommunications et de transport stratégique, l'Europe ne peut se protéger ni projeter sa puissance dans le monde. La France l'a constaté récemment en Syrie, lorsque les Américains se sont retirés. Peu de Français savent que le porte-avion Charles de Gaulle, sans le personnel américain spécialisé à bord, ne sait pas catapultier et arrêter les avions lors de l'appontage. Sans les avions américains Hawkeye embarqués, le porte-avion n'a pas d'informations sur son environnement à longue distance. Au Mali, sans les drones, les ravitailleurs et les avions de transport tactiques C-130J américains achetés par la France, les forces de l'opération Barkhane seraient bien moins capables d'agir contre les terroristes islamiques. De plus, la crise du Covid-19 a montré notre dépendance des médicaments, des équipements de protection et de test, des produits réactifs, des respirateurs chinois. Rendons à l'Europe sa sécurité, mais aussi sa fierté et sa dignité.

Agefi : Merci de diffuser ce constat même s'il est consternant. Quelles mesures d'urgence faudrait-il envisager pour assurer notre autonomie, notre indépendance ?

Jean Marsia : Une défense a besoin d'une base industrielle et technologique de défense BI&TD. Aujourd'hui morcelée, la BI&TD européenne est trop faible face aux complexes militaro-industriels américains, russes et chinois. Nos entreprises disparaissent ou sont absorbées par nos concurrents étrangers. Un budget fédéral permettrait de consolider la demande européenne de systèmes d'armes en ne maintenant qu'un seul donneur d'ordre ; il stimulerait la consolidation de l'offre, la fusion de producteurs d'armement terrestre ou naval dans des ensembles de taille suffisante, comme Airbus. C'est ce qu'ont fait avec les Américains avec succès, leur part du marché mondial de l'armement en témoigne. Ce budget fédéral de la défense relancerait l'économie et contribuerait à la solidarité entre les régions d'Europe.

Renforcées, nos entreprises sécuriseraient nos chaînes d'approvisionnement, développeraient la recherche scientifique et technologique de défense (RS&TD), diminueraient leurs coûts de production, stimuleraient la croissance, notamment par l'exportation, et l'emploi. La réindustrialisation de l'Europe, en particulier dans le domaine de la sécurité et de la défense, est une tâche prioritaire des pouvoirs publics. Ils doivent réinvestir dans l'innovation, dans la RS&TD, mais aussi stimuler les investisseurs privés à faire de même.

Le budget américain de Research & Development pour la défense s'élevait en 2018 à 88,3 milliards \$, celui des 27 pays membres de l'Agence européenne de défense n'était que de 8,7 milliards \$. Dix fois moins, alors que l'Europe a un revenu national équivalent à celui des Américains ! Outre un refinancement indispensable, une action coordonnée au niveau européen serait bien plus efficace que le chacun pour soi. Elle permettrait de réduire le départ de nos cerveaux à l'étranger, voire même de les faire revenir. Elle développerait la croissance et l'emploi de haute qualité, dans la plupart des secteurs économiques, notamment de l'armement, de l'aéronautique et de la construction navale, mais aussi de l'informatique, de la robotique, de l'intelligence artificielle, de l'espace et de la médecine.

Agefi : Une défense européenne permettrait-elle de rapatrier des capacités de production d'armement en Europe, en privilégiant les entreprises européennes comme sources d'approvisionnement ?

Jean Marsia : Le droit américain, le Buy American Act, impose aux forces armées américaines de se fournir prioritairement sur le marché américain. Airbus a remporté deux fois l'appel d'offres pour le renouvellement des avions ravitailleurs en l'air de la US Air Force, mais sous la pression du Congrès, Boeing a eu la commande. L'Europe devrait appliquer une telle politique. C'est ce que Florence Parly, la ministre des Armées française, appelle de ses vœux, mais elle n'a trop souvent pas d'autre choix que d'acheter en Amérique.

Agefi : Dans le cadre de ce rapatriement des capacités de production, n'y a-t-il pas un besoin d'uniformiser les matériels de sécurité et de défense européens ?

Jean Marsia : La réduction du nombre de systèmes d'armes concurrents grâce à l'unité de commandement politico-militaire est indispensable. En 2019, l'Agence européenne de défense dénombrait 178 types de systèmes d'armes en Europe contre 30 aux États-Unis d'Amérique, dont 20 modèles d'avions de combat (contre 6), 29 classes de frégates (contre 4), 20 sortes de véhicules blindés d'infanterie (contre 4) et 7 espèces de chars de combat (contre 1). Cela multiplie les chaînes de production, augmente les coûts, rend nos industries moins compétitives et favorise l'achat de matériels étrangers.

Agefi : Le patriotisme européen existe-t-il ?

Jean Marsia : Bien sûr ! À l'étranger, les citoyens européens se retrouvent, se reconnaissent et partagent des points communs, percevant mieux ce que l'on a de commun en Europe, qu'il s'agisse de la démocratie, de la liberté d'expression, de l'égalité des genres, du respect des droits humains, de la suppression de la peine de mort, de la sécurité sociale et programme d'échange d'étudiants Erasmus. La réforme européenne des diplômés universitaires par le processus de Bologne-Sorbonne, s'applique dans 46 pays au moins. Promouvoir une culture européenne contribuera à l'union sans cesse plus étroite entre les peuples d'Europe. D'après l'Eurobaromètre, depuis l'extension de l'UE vers l'est, les cultures des peuples de l'est et de l'ouest convergent. On assiste à l'émergence d'une société européenne qui partage les mêmes valeurs, les mêmes indignations, les mêmes rêves.

Agefi : Votre message est finalement optimiste dans un monde qui devient sombre ?

Jean Marsia : A Bruxelles, nous sommes *optimist tot in de kist*, optimistes jusque dans le cercueil. Mes conférences, mes écrits et ceux des autres membres actifs de la S€D font grandir un mouvement d'opinion, en expliquant à la fois la réalité et la solution. Le succès croissant de la S€D, en nombre de membres et en nombre de pays représentés, nous encourage à poursuivre nos efforts pour informer, convaincre et faire adhérer. Je vous remercie de m'avoir donné l'occasion de m'exprimer sur ces sujets importants pour notre sécurité et notre défense, pour notre place dans le monde, pour le rayonnement de nos valeurs, pour notre industrie, pour nos emplois et pour nos futures générations.

Ceci est la seconde interview du Colonel Jean Marsia sur ce thème, la première ayant eu lieu le 21 août 2020 au Cercle National des Armées à Paris.



Jean Marsia

**Une constitution fédérale pour les États-Unis d'Europe Pourquoi et comment ?**

Préface d'André Flahaut